

**DOCUMENTATION**  
Fédération Générale de la Métallurgie  
Prix 1,50 F

- Dynamiser notre action ..... 1 et 2
- ROTOVATOR : avancée sur les salaires 2
- FCB - Lille : curieuses « fuites » dans les fichiers ..... 2
- Réussir la souscription FGM 1978 ..... 3
- Progrès aux élections professionnelles ..... 4
- Evolution des prix et des salaires ..... 4

## FGM CFDT

### REDONNER A NOTRE ACTION TOUT SON DYNAMISME

L'échéance électorale étant passée, il ne servirait à rien de se lamenter indéfiniment sur l'occasion perdue. Par contre, il est intéressant et utile de tirer toutes les leçons de cet échec électoral et d'en définir clairement les responsabilités. C'est ce qu'a fait la C.F.D.T. (voir B.M. Mensuel N° 3).

Cette analyse a permis à notre organisation de situer précisément les raisons essentielles qui ont privé les forces populaires de la victoire électorale. Cela nous a conduit, sans indulgence ni parti-pris, à adresser un certain nombre de critiques aux partis politiques et à nos partenaires syndicaux. Cela nous a conduit aussi à nous interroger sur notre propre capacité, dans un passé récent, à peser sur l'évolution des rapports de force afin de créer des conditions plus favorables au changement souhaité.

Oui la C.F.D.T., en sauvegardant son autonomie et en développant ses propositions spécifiques, a réussi à faire prendre en charge par les partis politiques de gauche, et à faire passer dans l'opinion un certain nombre d'orientations. Non la CFDT n'a pas été en mesure, à elle seule, de développer une mobilisation sociale à la hauteur de l'enjeu, de nature aussi à imposer une modification de la politique économique et sociale du patronat et du gouvernement.

A l'heure actuelle, et sans vouloir renier en aucune fa-

Suite page 2

## POUR LA C.C.N. STRATEGIE ET MOYENS D'ACTION

Réuni en session les 19, 20, 21 avril à Paris, le Conseil Fédéral de la F.G.M./C.F.D.T. s'est penché sur le rapport soumis par le B.N. à la ratification du Conseil National Confédéral et concernant la politique d'action de la C.F.D.T. pour le moyen terme.

Après avoir longuement débattu, à partir notamment d'un exposé d'Edmond MAIRE, Secrétaire Général de la C.F.D.T., le Conseil Fédéral a exprimé son accord sur l'essentiel des orientations contenues dans ce rapport.

Différents points caractéristiques ont fait l'objet de la discussion : appréciation sur le contexte et ouverture éventuelle de négociation avec le patronat au plan national ; volonté affirmée par la C.F.D.T. de négocier (lieux et maîtrise de ces négociations) ; résultats visés par l'action et limite des compromis possibles ; rapport de force à réunir en notre faveur pour imposer la meilleure négociation possible, obtenir des résultats significatifs, et éviter toute récupération ; affirmation de notre identité et pratique unitaire, ... et nécessité d'une information rapide et argumentée à nos militants pour contrebalancer les interprétations de la « grande presse » sur un soi-disant changement de stratégie de la C.F.D.T. Nous re-

viendrons sur tous ces points dans le B.M. mensuel.

Le Conseil Fédéral s'est ensuite attaché à traduire ces orientations dans le champ d'action de notre fédération, après avoir vérifié quelles correspondaient à la stratégie d'action adoptée à notre 37<sup>e</sup> congrès (ni globalisation artificielle des luttes, ni diversification ayant valeur d'isolement et de dispersion ; mais stratégie de luttes d'ensemble pour engager l'action dans l'entreprise à partir des réalités concrètes, faire converger cette action au plan national et réunir ainsi le rapport de force face au lieu de négociation adéquat (l'U.I.M.M.).

Devant l'éventualité d'ouverture rapide de négociations, il nous appartient maintenant d'intensifier nos efforts de popularisation de notre projet de C.C.N. et de mobiliser les métallurgistes sur les objectifs qu'il contient afin d'éviter que ces négociations ne soient vides de tout contenu. Du matériel pour la popularisation (brochures, affiches, tracts, montage audio-visuel) a été réalisé par la F.G.M. : utilisez-le dans toutes les sections, en le complétant par des moyens adaptés à la situation de l'entreprise, de la localité, du groupe ou de la branche.



G. BLONCOURT

Suite de la page 1

çon notre volonté de transformer radicalement la société et nos orientations socialistes autogestionnaires, il n'est plus permis de miser sur une prochaine échéance électorale pour régler les problèmes et revendications urgentes des travailleurs. Ceux-ci attendent avec de plus en plus d'impatience des résultats que l'action syndicale seule permettra d'obtenir.

Donc ni passivité, ni résignation, ni attentisme : priorité au développement des luttes sociales pour faire aboutir les revendications immédiates et pour jeter, au cœur de l'action, de nouvelles bases d'Union des Forces Populaires afin de contribuer à la transformation sociale. Priorité aussi au renforcement et la cohésion de notre organisation pour accroître à la fois l'efficacité de notre action et le rôle que nous pouvons jouer au sein de l'U.F.P. Priorité enfin dans l'affirmation de notre identité, dans le développement de notre stratégie d'action à la fois spécifique et unitaire, dans le raffermissement de notre pratique démocratique.

A tous les niveaux redonnons à notre action tout son dynamisme pour mobiliser massivement les travailleurs, pour créer le rapport de force conséquent susceptible d'imposer des lieux de négociations à chaque niveau où les problèmes sont posés, pour obtenir ainsi des résultats significatifs qui répondent à l'attente des travailleurs.

Sans nul doute, comme nous le soulignons la semaine dernière patronat et gouvernement sont bien décidés à poursuivre la même politique de restructuration industrielle. Cependant, et même si austérité, chômage et repression ne vont pas s'évanouir, patronat et pouvoir ne peuvent totalement ignorer la condamnation de leur politique, sans courir le risque de l'explosion sociale. Dans ce contexte, en développant les luttes, nous devons accentuer la pression pour aboutir à de réels acquis et semer les germes d'une action à la fois plus dynamique et plus efficace.

## HOWARD-ROTOVATOR (Loudun - Vienne)

### Avancée sur les salaires

Howard-Rotovator, entreprise de fabrication de matériel agricole et filiale d'une multinationale dont le siège est en Angleterre, emploie environ 480 travailleurs à Loudun, dans la Vienne.

La C.F.D.T. est majoritaire aux élections professionnelles.

Face à une politique de bas salaires appliquée ces dernières années par la direction (1 810 F net, sans primes, pour les bas salaires) et à une nette diminution du pouvoir d'achat, les travailleurs de chez ROTOVATOR réclamaient :

- une augmentation uniforme de 400F ;
- la révision des salaires tous les 3 mois, selon les indices syndicaux ;
- une révision de la grille de classifications ;
- une 5<sup>e</sup> semaine de congés payés ;

Ces revendications figuraient dans le cahier de revendications déposé le 15 MARS 1978.

Devant le mécontentement général de tous les travailleurs, la C.F.D.T. lance un mot d'ordre de grève le vendredi 31 mars.

### 150 F + 7,25 % d'augmentation

Ce mouvement est suivi par 85 % du personnel (ouvriers, employés,

agents de maîtrise) pendant que se tient la réunion mensuelle des délégués du personnel. La C.G.T. réticente jusqu'à ce jour se voit contrainte par les travailleurs d'entrer dans l'action.

La poursuite de la grève est votée chaque jour à l'unanimité au cours de l'assemblée générale des grévistes.

La grève est totale jusqu'au 14 AVRIL. Plusieurs réunions ont lieu avec la direction qui accepte finalement de négocier sur les points suivants :

- l'augmentation du 1<sup>er</sup> avril, d'une valeur initiale de 3 % est portée à 5 % et transformée en augmentation uniforme de 150 F ;
- augmentation supplémentaire de 2,25 % du 1<sup>er</sup> avril (ces 2,25 % étaient prévus au 1<sup>er</sup> juin) ;
- augmentation de 5 % en septembre soit au total 7,25 % + 150 F pour l'année 1978 (15 % pour les plus bas salaires).

Par contre, peu d'avancée sur les autres revendications : aménagement cas par cas des classifications mais pas de révision générale de la grille, refus d'attribuer la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés... tant que cela n'a pas été négocié au plan national (une question de principe, il faut croire !).

## FIVES CAIL BABCOCK (Lille-Nord)

### Utilisation partisane des fichiers

SYNDICALISME et le B.M./HEBDO ont fait état de l'utilisation abusive des fichiers du personnel à des fins politiques (propagande électorale en faveur du candidat de droite) au niveau de l'établissement CREUSOT-LOIRE - LES DUNES (Nord).

Autre affaire du même genre, dénoncée par la section C.F.D.T., à F.C.B. LILLE, toujours dans le Nord. Mais voici quelques extraits du tract rédigé par la C.F.D.T. à ce sujet :

« Le personnel de maîtrise, les ingénieurs et cadres de l'usine de Fives ont eu l'occasion ces derniers jours de recevoir une lettre émanant d'une « association pour la liberté et le progrès social » l'invitant à une soirée débat le 6 mars à l'occasion des élections.

Nous ne pouvons passer sous silence la formule utilisée pour avoir les noms et adresses de ce personnel qui a dû se demander d'où ces renseignements étaient tirés.

*Il s'agit tout simplement des plaques adresses utilisées à l'intérieur de l'entreprise.*

*Qui... Qui a pu subtiliser, ou utiliser sur place ou à l'extérieur ces plaques sur lesquelles il y a des renseignements de tous ordres : N° de Sécurité Sociale, date d'entrée à l'usine, année de naissance, code d'atelier, coefficient, etc...*

*La C.F.D.T. constate les difficultés que les représentants du Personnel rencontrent pour obtenir des renseignements sur la marche de l'entreprise en éléments chiffrés et les facilités que d'autres ont pour soutenir des éléments à des fins politiques.*

*La divulgation d'éléments internes concernant des personnes est une atteinte à la liberté individuelle ».*

Suite à la divulgation de ce scandale, la direction n'a pas trouvé mieux pour se venger que d'envoyer des lettres d'avertissement à deux délégués C.F.D.T. qui avaient distribué ce tract





## La C.F.D.T. en progression

### ... MÉTAL DEMINE (Chatellerault - Vienne)

Depuis 1962, la C.G.T. était seule dans cette entreprise de 450 travailleurs. Aux élections D.P. de 1978, la C.F.D.T., présente pour la première fois, est devenue majoritaire avec 4 délégués titulaires (3 au 1<sup>er</sup> collège, 1 au second collège) sur 6.

### ... S.N.A.C.P.R. (La Rochelle - Charente Maritime)

Malgré certaines manœuvres consistant notamment à raturer systématiquement les « têtes de liste » C.F.D.T., notre organisation est en progression dans cette entreprise de la Navale (997 inscrits).

- progression de 0,95 % (titulaires 1<sup>er</sup> collège) à 4,72 % (suppléants 2<sup>e</sup> collège) en délégués du personnel.
- gain de 1 siège titulaire 2<sup>e</sup> collège au Comité d'Entreprise.

### ... C.R.M.A. (Issy-les-Moulineaux - Région Parisienne)

Dans cette entreprise aéronautique de 400 salariés, la C.F.D.T. progresse aux élections D.P. et C.E..

- En D.P., la C.F.D.T. gagne 9,5 % au 1<sup>er</sup> collège (C.G.T. - 9,5 %) et 1 % au 2<sup>e</sup> collège (C.G.T. - 2 %, C.G.C. + 1 %).
- Au C.E., la C.F.D.T. gagne 7 % au 1<sup>er</sup> collège (C.G.T. - 7 %) et 5 % au 2<sup>e</sup> collège (C.G.T. - 2 %, C.G.C. - 3 %).

### ... S.F.E.R. (Nice - Provence)

Dans cette entreprise de 750 salariés, la C.F.D.T. progresse de 7 % tous collèges réunis. Notre organisation représente maintenant 24,3 % (C.G.T. - 2,5 %, F.O. - 4,5 %).

### ... CREUSOT - LOIRE (Les Dunes - Nord)

Dans cet établissement (3 224 inscrits) la C.F.D.T. gagne 2 sièges. Malgré une diminution d'effectifs et donc de suffrages exprimés (-100), notre organisation progresse en voix (+ 187) au détriment de tous les autres syndicats (C.G.T. - 159, F.O. - 71, C.F.T.C. - 33, C.G.C. - 20) et devient majoritaire au C.E. (4 sièges contre 3 à la C.G.T. et 1 à la C.G.C.).

En pourcentage, la progression est de 7 % au 1<sup>er</sup> collège (41,80 %) et de 18 % au 2<sup>e</sup> collège (44,10 %).

### ... CREUSOT - LOIRE (Châlon - Bourgogne)

Dans cet établissement (1613 salariés), la C.F.D.T. progresse à nouveau cette année :

- + 5 % dans le 1<sup>er</sup> collège avec 40,5 %
- + 8,2 % dans le 2<sup>e</sup> collège avec 33,7 %

La C.G.T. perd 5,4 % tous collèges réunis.

### ... RENAULT (Douai - Nord)

La C.F.D.T. présentait pour la première fois des candidats dans cet important établissement de la R.N.U.R. (au 1<sup>er</sup> collège seulement).

En D.P., au 1<sup>er</sup> collège (6324 inscrits), nos candidats obtiennent 9,5 % des voix. La C.G.T. conserve 62,29 % des voix mais perd 14,30 %. F.O. avec 23,84 % des voix gagne 5,46 %.

Au 2<sup>e</sup> collège, où la C.F.D.T. n'est pas encore présente, la C.G.T. avec 31,13 % perd 13,30 % et F.O. avec 48,48 % perd également 6,09 %. Dans ce collège, la C.F.T.C. présente pour la première fois, réalise 19,39 %.

## EVOLUTION DES SALAIRES HORAIRES DANS LA MÉTALLURGIE

Les indices ci-dessous, produit des enquêtes trimestrielles du Ministère du Travail, comprennent les augmentations individuelles et promotionnelles, les compensations pour réduction du temps de travail.

Ils constituent un élément de comparaison valable sur lequel on peut s'appuyer pour établir des comparaisons avec les augmentations qui ont été pratiquées dans notre propre entreprise.

In-dice	janv. 77	avril 77	juil. 77	oct. 77	janv. 78
Mois	181.9	186.4	192.6	198.9	205.0

La progression moyenne des salaires horaires de la Métallurgie a été en 1977 de 12,70 % contre 14,76 % en 1976 (diminution due aux effets du plan Barre), mais supérieure cependant à l'indice INSEE : + 8,8, et à l'indice C.F.D.T. : + 10,6. Ce qui montre que la résistance a été payante. Cela ne signifie pas cependant une progression du pouvoir d'achat pour tous, ce dernier étant rogné par les diminutions d'horaires non compensées, le chômage partiel, l'augmentation des cotisations sociales...

D'autre part, selon les entreprises, les situations sont très diverses et de nombreux métallurgistes ont connu une régression de leur pouvoir d'achat en 1977. Rappelons que la F.G.M. - C.F.D.T. revendiquait au titre du maintien du pouvoir d'achat et de l'accroissement du pouvoir de consommation des bas salaires, une augmentation de 435 F en 1977 (soit 4 100 F de base de référence en 1977 x indice C.F.D.T. égal à 10,6 %).

## Évolution des prix début 1978

*Selon l'indice C.F.D.T., les prix ont augmenté de 0,5 % en janvier et de 0,9 % en février (soit 1,4 % en 2 mois et 10,6 % depuis 1 an de date à date).*

*Pour mémoire, l'indice INSEE laisse apparaître une augmentation de 0,5 % en janvier et de 0,7 % en février (soit 1,2 % en 2 mois et 9,2 % depuis 1 an).*

### ● BULLETIN DU MILITANT F.G.M.-C.F.D.T.

#### ● Rédaction, diffusion, administration :

5, rue Mayran - 75009 PARIS  
Tél. 247.74.00

#### ● Le directeur de la publication :

Albert MERCIER.

#### ● Composition et impression :

Est-Imprimerie, ZAC Tournebride - 57160 MOULINS-LÈS-METZ.

#### ● Abonnement : 80 F par an.

Les abonnements sont effectués groupés par la Section Syndicale ou le Syndicat à l'aide des formulaires B.M.

#### ● Pour tout changement d'adresse,

nous faire parvenir une bande d'envoi récente et 2 F en timbres.

#### ● C.P.P.A.P. N° 636 D 73.